

Face à la haine anti-trans : construisons une riposte syndicale et transféministe !

Partis politiques - LR, RN et Reconquête en tête -, médias d'extrême droite, maisons d'édition, député-es et sénateur-ices, les attaques envers les personnes trans explosent de toutes parts ces derniers temps. Marguerite Stern et Dora Moutot publient leur livre *Transmania* aux éditions d'extrême-droite Magnus et dans le même temps la sénatrice LR Jacqueline Eustache-Brinio lance l'offensive anti-trans au Sénat en voulant interdire la transition des personnes mineures.

Les personnes trans et le transféminisme¹ "dérangent". Les réactionnaires prennent peur et s'organisent pour conserver leur idéal patriarcal d'une société fondée sur la famille nucléaire hétérosexuelle et des personnes exploitées et dominées. Ces dernières années, les attaques à l'encontre des mouvements LGBTQI+, et notamment envers les personnes trans, se sont multipliées : appels à la fin des subventions du planning familial, attaques de manifestations féministes et LGBTQI+, attaques de centres LGBTQI+, agressions physiques, campagnes de harcèlement envers les militantes féministes et LGBTQI+, infiltrations d'associations trans par des médias d'extrême-droite, la liste est encore (trop) longue.

Les forces réactionnaires cherchent à diviser les opprimées en créant sans cesse de nouveaux boucs émissaires.

Face à leur haine, la solidarité est notre force.

Aujourd'hui, les personnes trans rencontrent de nombreuses difficultés pour accéder à l'emploi, subissent de nombreuses discriminations sur leur lieu de travail, sont contraintes de vivre de l'économie informelle en dehors du droit du travail, notamment les personnes transféminines et sans papiers. Selon une étude réalisée par l'IFOP et l'association l'Autre Cercle, 37% des personnes trans interrogées ont dit avoir subi une agression sur leur lieu de travail. La destruction des services publics, notamment de santé, entrave d'autant plus un accès aux soins déjà précaire. Les attaques envers l'école, portées par le gouvernement ou des organisations d'extrême-droite comme Parents Vigilants, génèrent un climat particulièrement hostile pour les élèves trans et non binaires.

Ainsi, un grand nombre de personnes trans subissent de plein fouet les discriminations au travail et la précarité et l'ensemble du mouvement social, syndicats en particulier doivent se montrer solidaires des luttes transféministes et des personnes trans. En tant que syndicalistes, nous nous devons de défendre l'ensemble des travailleur-ses, et notamment les plus opprimées.

C'est pour toutes ces raisons que l'Union Syndicale Solidaires appelle l'ensemble de ses structures à se rapprocher des associations Trans et LGBTQI+ et à participer aux mobilisations prévues le 5 mai.

solidaires.org

¹ Le transféminisme, issue des luttes féministes et LGBTQI, défend l'émancipation des personnes trans. Il part de la situation des personnes trans pour lutter contre l'ensemble des systèmes d'oppression.

Solidaires se tient également à disposition des travailleur-ses trans pour les accompagner dans le respect de leurs droits. Si vous faites face à des discriminations sur votre lieu de travail, vous pouvez nous contacter via contact@solidaires.org et vous rapprocher de votre union locale ou section syndicale la plus proche de votre lieu de travail.

Plus largement, nous réclamons :

- Le respect du prénom et des pronoms d'usage partout, dans les entreprises comme dans les administrations.
- La possibilité de changement d'état civil libre et gratuit par simple déclaration devant un officier d'état civil en mairie, sans intervention des pouvoirs médicaux et judiciaires.
- Une transition dépsychiatisée, libre et gratuite.
- Le remboursement à 100 % des frais médicaux de transition sans condition, y compris à l'étranger lorsqu'elles ne peuvent pas être réalisées en France.
- L'accès à la PMA pour toutes les personnes trans.
- La fin des mutilations, stérilisations, traitements hormonaux non consentis sur des personnes intersexes quel que soit leur âge.
- Des moyens massifs pour les services publics afin d'assurer l'accès réel à l'IVG, aux transitions et à la contraception.
- Une réelle formation des travailleurs-es de l'éducation, de la santé et des collectivités territoriales à l'accueil des personnes trans.
- Des financements à la hauteur des besoins des associations trans et un respect des libertés associatives de plus en plus souvent attaquées.
- Le droit d'asile automatique pour toutes les personnes LGBTQI+.

